

Des incidents mineurs à l'enrôlement pour les élections de 2015 au Burundi

PANA, 24 novembre 2014 Bujumbura, Burundi - Le porte-parole de la Commission Électorale nationale indépendante (CENI), Prosper Ntahorwamiye, a fait le point à la mi-journée de lundi, du "trés bon début" des opérations d'enrôlement des citoyens en âge de voter aux élections générales de 2015, hormis quelques anecdotes mineures. Ntahorwamiye a salué plutôt la "vigilance citoyenne" qui a permis à la CENI d'être au courant de quelques entorses à la loi électorale, comme le fait de se faire identifier à l'enrôlement.

La vigilance citoyenne est surtout remarquable du côté des organisations de la société civile et des organisations des professionnels des médias qui semblent avoir mis le paquet pour suivre de près le déroulement des opérations d'inscription sur les listes électorales. Une quinzaine de radios ont momentanément mis en veilleuse leurs lignes éditoriales pour se concentrer surtout ensemble sur le suivi du déroulement des opérations d'inscription sur les listes électorales, grâce à un vaste réseau de reporters qui vont se relayer de 7 heures 30 minutes du matin (5 h 30 GMT) à 20 heures (18 h GMT) du soir aux quatre coins du pays. Lors de la première demi-journée, les reporters ont signalé la difficulté de passer d'un bureau d'inscription à un autre, sans l'accréditation par la CENI. S'agissant de la mi-journée, pratiquement tous les reporters ont fait état des débuts timides, surtout dans les villages où le lundi coïncide généralement avec le jour de marché. Tous les commentateurs ont cependant convergé sur le fait que les opérations devraient monter sans doute en puissance au fur et à mesure que l'on s'approchera de la fin des deux semaines réglementaires d'enrôlement. S'agissant toujours des anecdotes du jour qui ont été rapportées par un citoyen zélé à été vu dans un des bureaux d'inscription en train de dresser une liste parallèle de citoyens qui n'ont pas encore été enrôlés, à en croire un correspondant de presse dans le Nord du Burundi. Les médias n'ont, par contre, pas signalé, pour le moment, de mineurs ou étrangers qui seraient venus se faire identifier, contrairement aux appréhensions d'une certaine opinion sur la distribution «anarchique» de la carte nationale d'identité. Des registres d'inscription «mal remplis» ont été signalés par les médias à Bujumbura, la capitale du Burundi. Des organisations de la société civile qui suivent de près le processus électoral, pour leur part, ont mis en cause de jeunes militants de partis politiques qui tentaient d'intimider les citoyens sur la route des bureaux d'inscription pour des raisons qui restent à vérifier. Du côté des partis politiques, aussi bien de la mouvance présidentielle que de l'opposition, l'opération d'enrôlement a été vue comme un premier test à ne pas rater, y compris pour ceux qui ont encore au report des inscriptions au rôle des électeurs. Le président du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), Pascal Nyabenda est allé de bonne heure, se faire inscrire dans sa province natale de Bubanza, au Nord-ouest du pays. "J'ai le rôle d'inscription en poche et je suis content de la façon dont se déroulent jusque-là les inscriptions", a-t-il confié aux reporters, exprimant plutôt des soucis pour ses électeurs de demain qui se font enrôler, tantôt sous la pluie, tantôt sous un soleil accablant. Une dizaine de partis de l'opposition avait demandé, la veille, le report de deux semaines des opérations d'enrôlement mieux se préparer à cette opération. L'opposition avait aussi évoqué le manque de sécurité pour demander le report des opérations d'enrôlement. A ce sujet, les reporters ont signalé au moins un policier par bureau d'inscription qui n'avait pu se rendre jusqu'à la mi-journée de lundi. L'armée a aussi commencé à faire des mouvements vers les bureaux de vote qui servent également aux opérations d'enrôlement, toujours dans le but de sécuriser les électeurs, dit, dernièrement, le porte-parole des forces de défense nationale et des anciens combattants, le colonel Gaspard Baratuza. L'autre élément qui incite à l'optimisme est que les principaux partis politiques de l'opposition ont dit, lundi, qu'ils allaient participer aux prochaines élections générales de 2015, "quoi qu'il arrive". Les amers restent aujourd'hui encore amers pour avoir créé, par leur boycott "irréfléchi", de l'avis des analystes politiques à Bujumbura, des précédentes élections générales de 2010, des conditions idéales de se faire battre à plate couture par le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD). Un goût de revanche plane ainsi et relance l'intérêt pour les prochaines élections entre des acteurs politiques qui se triaient de "mauvais perdants" et de "mauvais gagnants" d'hier, selon que l'on est de la mouvance présidentielle ou alors de l'opposition.